



**RETURN BIDS TO:  
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Marco Pelchat  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage, Phase III  
Core 11C1 / Noyau 11C1  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
marco.pelchat@tpsgc-pwgsc.gc.ca

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

**Vendor/Firm Name and Address**  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**  
Science Procurement Directorate/Direction de  
l'acquisition de travaux scientifiques  
11C1, Phase III  
Place du Portage  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Gatineau, Québec K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> ADIS PROJECT- Draft RFP	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> W8476-14ASAA/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 012
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> W8476-14ASAA	<b>Date</b> 2017-03-08
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$\$V-065-26698	
<b>File No. - N° de dossier</b> 003sl.W8476-14ASAA	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2017-04-21</b>	
<b>Time Zone</b> Fuseau horaire Eastern Standard Time EST	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Pelchat, Marco	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 003sl
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (873) 469-3994 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (819) 997-2229
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>



Public Works and  
Government Services  
Canada

Travaux publics et  
Services gouvernementaux  
Canada

Canada



## Résumé des commentaires et des résultats pour le Système de détection et d'identification à distance (SDID)

W8476-145109/A



[www.pwgsc-tpsgc.gc.ca](http://www.pwgsc-tpsgc.gc.ca)

**\*\* Important – L'information contenu dans le document est la même que pour l'Amendement 11. Une erreur technique est survenue qui a fait en sorte que la copie en Français n'avait pas été publiée. \*\***

## 1. Résumé des commentaires et des résultats

Point	Recommandation	Réponse du Canada
1	<p><u>Expérience du soumissionnaire de la technologie de spectrométrie à transformée de Fourier (FTS)/infrarouge à transformée de Fourier (FTIR)</u></p> <p>On recommande que le critère d'évaluation obligatoire comprenne une expérience minimale de la mise au point de systèmes d'identification et de détection des gaz à l'aide de la spectroscopie FTS/FTIR.</p> <p>On recommande également au GC d'évaluer la capacité démontrée du soumissionnaire d'exploiter au maximum la technologie fondamentale de la spectroscopie FTIR à soustraction optique du modèle CATSI EDM. Un nombre plus élevé de points doit être attribué au soumissionnaire possédant une expérience appréciable de la mise au point de systèmes d'identification et de détection des gaz à l'aide de la spectroscopie FTIR à soustraction optique.</p> <p>On recommande également que les soumissionnaires présentent un plan de maturation à l'étape de la proposition afin de démontrer qu'ils comprennent les exigences, la technologie obligatoire et les risques liés à la maturation d'une telle technologie.</p>	<p>Le Canada convient qu'une expérience de cette technologie contribuera à atténuer les risques techniques. Toutefois, il n'est pas essentiel pour un entrepreneur d'acquérir cette expérience. Le Canada s'efforcera d'intégrer le plan de maturation au Plan de gestion de la systémique (PGS).</p>
2	<p><u>Rendement de la détection des gaz par rapport aux exigences technologiques au niveau du système</u></p> <p>On recommande que les exigences relatives au rendement de la détection des gaz ne soient pas précisées dans la DDP. Le GC doit se fier à la radiance spectrale équivalente au bruit (NESR), au champ de vision (FOV), au déséquilibre relatif de l'interféromètre à deux faisceaux et à d'autres exigences relatives aux systèmes et aux dispositifs optiques qui constituent l'essence même et les principes fondamentaux du rendement des systèmes du modèle CATSI EDM.</p>	<p>Le Canada n'est pas d'accord avec cette recommandation. Le rendement de la détection des gaz indiqué doit être offert par le modèle CATSI EDM conformément aux paramètres précisés dans la recommandation. Le SDID est une version évoluée du modèle CATSI EDM.</p>

Point	Recommandation	Réponse du Canada
3	<p><u>Responsabilité de l'entrepreneur à l'égard de l'Examen de vérification des systèmes (EVS) n° 3</u></p> <p>En supposant que le GC a toujours l'intention d'effectuer les essais de l'EVS n° 3, on recommande que l'EVS n° 3 soit modifié dans le but d'exiger uniquement que l'industrie apporte ce soutien aux essais.</p> <p>De plus, puisque le niveau de soutien est difficile à évaluer pour le moment, on recommande que ce soutien soit offert dans le cadre d'une autorisation de tâche pour demande de travaux supplémentaires (DTS).</p>	<p>Le Canada exigera que l'entrepreneur assume la responsabilité de la vérification de TOUTES les exigences énoncées dans la spécification des exigences du système (SESys).</p>
4	<p><u>Critères d'évaluation des capacités techniques du soumissionnaire (normes militaires)</u></p> <p>On recommande que l'expérience du soumissionnaire de la mise au point, de l'essai, de la certification, de la mise en service et du soutien de technologies spatiales opérationnelles utilisées en orbite soit considérée comme étant équivalente à une expérience de la norme MIL-STD-810.</p> <p>On recommande également qu'une expérience de la mise au point, de l'essai, de la certification, de la mise en service et du soutien de produits opérationnels conformément aux normes commerciales EMI-EMC en plus d'une expérience de la spatioqualification de technologies pour l'environnement radiatif soit jugée équivalente à une expérience de la norme MIL-STD-461.</p> <p>Cette expérience, lorsqu'appliquée aux systèmes FTS/FTIR, est encore plus pertinente et doit être évaluée en conséquence dans les critères cotés.</p>	<p>Cette recommandation est prise en compte pour l'évaluation des soumissions. Les normes spatiales ne sont pas moins rigoureuses que les normes militaires.</p>
5	<p><u>Expérience du personnel clé</u></p> <p>On recommande que l'expérience obligatoire et l'expérience cotée pour la fonction et le personnel clé soient révisées afin de permettre à un soumissionnaire de proposer une équipe de deux personnes pour satisfaire à l'exigence relative à la vaste expérience indiquée. Par exemple, l'exigence relative à l'expérience requise du</p>	<p>Le Canada examinera et déterminera l'expérience requise en fonction de l'atténuation des risques du projet.</p>

Point	Recommandation	Réponse du Canada
	<p>gestionnaire de projet (GP) ou de l'équipe de gestion de projet pourrait être satisfaite par le GP attitré et son GP adjoint.</p> <p>De plus, on recommande que l'expérience générique en électro-optique (EO) soit remplacée par une expérience de la spectroscopie FTS/FTIR, et qu'une expérience de la spectroscopie FTS/FTIR à soustraction optique soit évaluée dans les critères cotés.</p> <p>Tout comme la recommandation formulée au point 4, Critères d'évaluation des capacités techniques du soumissionnaire (normes militaires), on recommande que l'expérience du personnel clé de la mise au point, de l'essai, de la certification, de la mise en service et du soutien de produits commerciaux (pour l'EMI/EMC) et les produits opérationnels spatiaux utilisés en orbite soit jugée équivalente à l'expérience de la militarisation (MIL-STD-810/461).</p>	<p>D'un point de vue technique, il n'est pas nécessaire de posséder cette expérience particulière.</p> <p>Cette recommandation est prise en compte pour l'évaluation des soumissions. Les normes spatiales ne sont pas moins rigoureuses que les normes militaires.</p>
6	<p><u>Calendrier audacieux et ferme</u></p> <p>On recommande d'ajouter deux (2) jalons pour les articles à long délai de livraison (1 – commandé, 2 – reçu), avec les paiements s'y rapportant.</p> <p>De plus, on propose que la DDP accorde une plus grande souplesse aux soumissionnaires pour qu'ils puissent proposer un calendrier répondant à l'exigence globale de 36 mois, mais dont le calendrier des jalons de production et de maturation ne serait pas limité aux 3/6/12/18/24 et 36 mois indiqués dans l'ébauche actuelle. Cela permettrait à un soumissionnaire de présenter un plan qui optimise davantage les délais de livraison et l'atténuation des risques liés au calendrier.</p>	<p>Selon le Canada, l'achat d'articles à long délai de livraison est un coût lié aux affaires. Toutefois, le Canada pourrait envisager des jalons de paiement progressif pour l'équipement à long délai de livraison. Le Canada révisera les jalons du calendrier dans le but d'offrir une plus grande souplesse au soumissionnaire.</p>
7	<p><u>Préoccupations relatives aux coûts, clauses de poursuite ou d'arrêt du projet et limites concernant les paiements d'étape</u></p> <p>On recommande fortement au GC de solliciter les commentaires de l'industrie concernant la faisabilité des travaux prévus à l'intérieur d'un budget attitré pour chacune des phases du contrat d'acquisition (maturation et production).</p> <p>Le GC doit solliciter des observations de l'industrie</p>	<p>Le Canada n'est pas d'accord avec l'imposition d'un prix plafond dans la DDP. Le Canada estime que la proposition du soumissionnaire doit reposer sur son mérite technique et financier.</p>

Point	Recommandation	Réponse du Canada
	<p>en modifiant la LI-DDP au moyen d'un profil de dépenses plus réaliste et de limites concernant les paiements d'étape s'y rapportant.</p> <p>La LI/DDP doit également comprendre un prix plafond pour chaque contrat.</p> <p>Prises avant le lancement d'une DDP officielle, ces mesures permettraient d'atténuer la possibilité pour le GC de ne pas obtenir de soumissions recevables en raison des risques inacceptables pour l'industrie liée aux profils de dépenses. Cela atténuerait également le risque que les prix énoncés dans les soumissions recevables soient supérieurs au budget approuvé par le GC pour ce projet.</p>	
8	<p><u>Exigences relatives aux travaux non définis dans le contexte d'une DDP</u></p> <p>On recommande que ces travaux soient demandés au moyen d'une autorisation de tâche de DTS. L'ébauche actuelle précise les travaux dans l'EVS n° 3 dont on ne peut évaluer le niveau d'effort et de risque. Les travaux exigés entre l'essai en laboratoire et l'essai par l'utilisateur ne sont pas définis. La portée, les attentes du GC à l'égard des résultats et ce qui sera exigé ne sont pas définis ni décrits.</p> <p><i>« L'entrepreneur doit se servir des résultats des essais en laboratoire pour optimiser les paramètres de l'algorithme du logiciel d'identification et de détection du SDID, et apporter toute autre modification requise au système optique ou au matériel avant d'amorcer la partie mise en service et essai par les utilisateurs de l'essai d'acceptation du système (EAS). »</i></p>	<p>La section Essai et évaluation de l'Énoncé des travaux (EDT) sera réécrite, et le Canada exigera que l'entrepreneur assume la responsabilité de la vérification de TOUTES les exigences de la SESys.</p>
9	<p><u>Sécurité des installations (niveau Secret)</u></p> <p>On recommande au GC de préciser la taille minimale des installations de production et de stockage classifiées requises avant l'adjudication du contrat.</p> <p>On recommande également que le GC publie le plus rapidement possible ces précisions dans une LI modifiée afin de réduire au minimum les risques de retard dans le calendrier liés à une certification</p>	<p>La taille des installations de production et de stockage classifiées relève de l'entrepreneur, tout en se conformant à la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (VLERS).</p>

Point	Recommandation	Réponse du Canada
	ou une recertification d'installations par des soumissionnaires éventuels.	
10	<p><u>Sections 1.4, 3.2.4.1, 3.3.1 et autres de la SESys – contraintes conceptuelles de l'unité centrale de commande et de traitement (CCT)</u></p> <p>On recommande que la SESys permette au soumissionnaire de proposer une architecture électronique du SDID où certaines des fonctions de traitement de l'unité CCT pourraient être intégrées à la tête optique (TO) au lieu d'être accomplies par une entité distincte dans l'unité CCT.</p>	Le Canada imposera des restrictions conceptuelles pour l'unité CCT reposant sur les risques techniques et les exigences d'ingénierie de sécurité.
11	<p><u>Sections 1.4, 3.2.2.2 et autres de la SESys, caméra HD et vidéo en temps réel</u></p> <p>On recommande de modifier la SESys pour permettre l'affichage d'<b>images HD</b> (photos) sans compression ou à compression basse sur demande au pupitre seulement. La <b>diffusion vidéo en continu</b> (si elle est encore nécessaire) doit être réalisée avec compression et(ou) un taux de fréquence d'images peu élevé afin de contourner les limites de l'Ethernet et des postes et télécommunications (P et T) et autres problèmes de débit de données.</p> <p>On recommande également que les exigences relatives au <b>faible éclairage</b> HD soient uniquement des cibles, et non des exigences obligatoires, afin d'éviter la conception d'une caméra complète coûteuse dans le cadre de ce projet.</p>	L'exigence qui fait partie de la SESys tiendra compte des exigences opérationnelles et de la difficulté technique possible de satisfaire à l'exigence telle qu'elle est rédigée dans l'ébauche de la DDP.
12	<p><u>Sections 3.2.2.7, 3.2.2.8 et autres de la SESys géolocalisation, compas et unité CCT</u></p> <p>On recommande de modifier la SESys afin qu'elle précise uniquement la fonction et le rendement du système de géolocalisation et du compas pour ne pas restreindre la solution de conception en précisant l'emplacement, le traitement des données, etc.</p> <p>On recommande également de supprimer l'exigence relative à la cible d'un système de géolocalisation/compas intégré, puisque cela aura</p>	L'exigence faisant partie de la SESys tiendra compte des exigences opérationnelles.

Point	Recommandation	Réponse du Canada
	pour effet de réduire sérieusement le nombre de fournisseurs possible, ou de fournir une explication claire.	
13	<p><u>Section 3.4.4.2 de la SESys, signature acoustique</u></p> <p>On recommande que la signature acoustique actuelle du modèle CATSI EDM fonctionnant dans un environnement tempéré ou chaud soit mesurée et que le GC n'impose pas une exigence plus rigoureuse au SDID.</p>	Le Canada a énoncé dans la SESys une exigence conformément à une norme s'appliquant au matériel militaire.
14	<p><u>Section 3.2.2.1 de la SESys, NESR</u></p> <p>On recommande de garder uniquement l'exigence obligatoire, qui est déjà une exigence contraignante.</p>	Le Canada encourage l'industrie à repousser les frontières de l'innovation au moyen d'exigences souhaitables.
	<p><u>Section 1.3 et autres de la SESys, postes radio Ethernet et réseaux ad hoc mobiles (MANET) à plusieurs capteurs :</u></p> <p>Comme nous l'avons déjà indiqué dans nos réponses antérieures à la LI du SDID, on recommande fortement au GC d'envisager la possibilité d'utiliser ses propres radios Ethernet ou de se procurer une solution répondant à cette exigence et à d'autres exigences du GC relatives aux postes radio Ethernet. Chaque SDID pourrait être pourvu d'un port Ethernet réservé à la radiophonie sans fil avec un protocole de communication particulier défini par le GC. Si le GC décide tout de même de faire l'achat de postes radio Ethernet dans le cadre du projet du SDID, il faudrait examiner la spécification afin d'en préciser clairement les exigences essentielles. Des réseaux sans fil à débit élevé de données, qui sont à la fois souples et totalement configurés pour un SDID, peuvent représenter une partie très importante du coût total, laquelle n'a pas été adéquatement prise en compte dans les coûts estimatifs fournis antérieurement.</p>	Pour l'intégrité de la conception du SDID, le Canada exige que l'entrepreneur fournisse le poste radio. Toutefois, l'entrepreneur aura le loisir de choisir un poste radio actuellement en service dans les FAC s'il répond aux exigences de la SESys.
15	<p><u>Exigences floues de la SESys</u></p> <p>On recommande de clarifier les exigences ci-dessous afin qu'un plan de démonstration de la conformité puisse être élaboré en conséquence :</p>	Le Canada remercie l'industrie pour les recommandations formulées et en tiendra compte afin d'améliorer la clarté de la spécification.



Point	Recommandation	Réponse du Canada
	<p>On croit que le but et la spécification des exigences qui suivent ne sont pas clairs ou ne sont pas fournis :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a. section 3.8.16, spécification relative à l'agent de décontamination;</li> <li>b. section 1.4, montage sur véhicule d'un missile sol-sol (SSM);</li> <li>c. section 3.5.2, définition de femme du 5<sup>e</sup> centile par rapport à un homme du 95<sup>e</sup> centile de l'effectif des FC;</li> <li>d. section 3.5.2, définition d'équipement de protection individuelle (EPI);</li> <li>e. section 3.3.1.3, sélection dynamique des contraintes liées au champ de vision par opposition à la coaddition et au réglage de la vitesse.</li> </ul>	
16	<p><u>Section 3.6.1 de la SESys, vulnérabilité en rayonnement</u></p> <p>On recommande de préciser la fréquence la plus élevée pour la méthode RS103.</p> <p>La méthode RS103, Tableau II (Army Ground) peut être appliquée à une fréquence pouvant atteindre 18 GHz ou 40 GHz. Le fait d'exiger que la vulnérabilité en rayonnement s'applique à une fréquence de 40 GHz a d'importantes répercussions sur la conception allant au-delà des méthodes de blindage EMI/EMC types. Les fréquences plus élevées peuvent s'infiltrer dans les boîtiers de blindage électronique par de petites ouvertures. Puisqu'on exige que la TO soit scellée, il faut gérer soigneusement la chaleur. L'utilisation de modes de dissipation thermique à l'intérieur de la TO au moyen de grilles et de tamis exigera une conception minutieuse et entraînera une augmentation de la masse si la méthode RS103 doit s'appliquer à une fréquence de 40 GHz.</p>	<p>Le Canada examinera attentivement l'exigence en ce qui concerne la largeur de bande de fréquences.</p>
17	<p><u>Section 3.4.3 de la SESys, dimensions</u></p> <p>Puisqu'il est impossible d'installer un système CATSI EDM dans le coffre d'un véhicule MRZR4 sans un trépied et la personnalisation complète d'un système de P et T, on recommande de préciser les exigences relatives au volume et qu'elles soient similaires à celles du système CATSI EDM.</p>	<p>Le Canada encourage l'industrie à repousser les frontières de l'innovation au moyen d'exigences souhaitables.</p>

Point	Recommandation	Réponse du Canada
18	<p><u>Sections 3.2.5.2.2 et 3.2.6 de la SESys, autonomie de la batterie</u></p> <p>On recommande que les exigences minimales relatives à l'autonomie du bloc-batterie externe soient limitées à un maximum de 8 heures, et que les exigences minimales relatives à l'autonomie du pupitre soient limitées à un maximum de 4 heures.</p>	<p>Les exigences obligatoires sont claires et concises. Les exigences souhaitables découlent de besoins opérationnels.</p>
19	<p><u>Sections 3.2.1.3 et 3.3.1.1 de la SESys, zone d'exclusion et détection des contours</u></p> <p>On recommande d'exclure ces deux exigences de la DDP et de les gérer à titre de DTS.</p> <p>On recommande de réviser les détails concernant la mise en œuvre de ces fonctionnalités lors des rencontres d'échange avec le GC afin d'optimiser les différents scénarios sans affecter la temporisation de l'alarme.</p>	<p>La détection des contours est une exigence souhaitable, tandis que la zone d'exclusion demeure une nécessité. Le Canada ne modifiera pas les exigences.</p>
20	<p><u>Section 3.2.2.3.3 de la SESys, obturateurs rapides</u></p> <p>Il n'est pas nécessaire que la fréquence des changements des modes d'obturation soit élevée; on recommande de limiter le nombre de modifications de position de l'obturateur et d'accepter la perte possible d'un interférogramme lors de la transition de position afin d'améliorer la fiabilité du système et d'abaisser le coût global du système (incidence des contraintes liées à des obturateurs rapides, délai d'intégration et d'alignement, consommation d'énergie liée à l'actionnement des obturateurs, etc.).</p>	<p>Le Canada examinera l'exigence et y apportera des précisions, au besoin.</p>
21	<p>Les suggestions qui suivent ont été présentées dans le but d'accroître le niveau de fonctionnalité</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Tenir compte des options pour l'ajout de la détection de points chimiques.</li> <li>2. Tenir compte d'options pour l'ajout de l'identification/détection radiologique.</li> <li>3. Tenir compte d'options pour l'ajout de la collecte/détection biologique.</li> <li>4. Tenir compte d'options pour l'ajout d'un capteur météorologique.</li> <li>5. Tenir compte d'options pour des modèles d'avertissement initial de danger.</li> </ol>	<p>Les points 1 à 4 dépassent la portée du projet du SDID et ne seront pas pris en compte. Les points 5 à 8 font présentement partie de la spécification du SDID.</p>

Point	Recommandation	Réponse du Canada
	<p>6. Tenir compte d'options pour les registres de maintenance des capteurs.</p> <p>7. Tenir compte d'options concernant les capteurs/la connaissance de la situation sur une carte.</p> <p>8. Tenir compte d'options pour la connectivité câblée pour des installations fixes/de secours.</p>	
22	Pour améliorer les occasions de commercialisation pour le SDID, il doit être possible d'installer le système sur un véhicule.	Il s'agit déjà d'une exigence pour le SDID.
23	<p>On suggère de fusionner certains des sous-composants afin de réduire l'empreinte globale du système. De plus, la majorité des fonctionnalités de l'unité CCT pourraient être remplacées par des commandes logicielles, ce qui permettrait de réduire davantage l'empreinte et la complexité du système.</p> <p>Sur le plan rationnel, une diminution de la taille et du poids aura une incidence positive en atténuant le fardeau logistique et rendra le produit plus attirant pour les clients éventuels. De plus, un nombre plus restreint de pièces dans l'ensemble du système permettra un déploiement plus rapide et réduira le niveau de formation, de soutien et de maintenance.</p>	Bien qu'il s'agisse de façon générale d'une bonne suggestion, le SDID représente le niveau de maturation du système CATSI EDM actuel.
24	Pour améliorer les occasions de commercialisation pour l'exportation, on suggère une interopérabilité avec le module de microscopie d'imagerie à contraste spectral à l'aide d'une analyse chimique, biologique, radiologique et nucléaire (CBRN).	Le projet d'intégration des capteurs et l'aide à la décision vise à atteindre les objectifs de la microscopie d'imagerie à contraste spectral.
25	On suggère d'appeler « ensemble de communication et de commande de l'alimentation » l'unité CCT et les convertisseurs c.a.-c.c./c.c.-c.c., et de jumeler ces deux composants pour n'en former qu'un seul afin qu'il soit plus facile à utiliser et plus convivial pour l'opérateur.	Le Canada apprécie la suggestion. La SESys sera examinée en conséquence.
26	On suggère que le matériel HazKey fasse partie de la solution afin de satisfaire aux exigences du SDID avec l'utilisation possible d'un poste radio MANET-MIMO au sein des FC.	Le Canada accepte toutes les soumissions qui satisfont aux exigences du SDID.

Point	Recommandation	Réponse du Canada

## 2. Résultats, mesures à prendre, prochaines étapes

Les résultats aideront le Canada à mieux comprendre le marché et l’empreinte industrielle canadienne des soumissionnaires potentiels. Tous les renseignements reçus aideront Canada au fil de l’évolution du projet.

Les renseignements fournis à Industrie Canada seront pris en considération lors de l’élaboration de la DDP. Le Canada prévoit publier la DDP au printemps 2017.

Les membres de l’équipe du projet SDID du gouvernement du Canada souhaitent remercier tous les participants d’avoir pris part au processus de consultation de l’industrie.

**Annexe A – Liste des entreprises ayant pris part à une rencontre  
individuelle ou répondu à la Demande de renseignements**

- Bruhn Newtech-Salisbury (Royaume-Uni)
- ABB Inc. et Telops
- Bertin Corp. et Visiontec Systems